

# LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 28 OCTOBRE 2014

## SOMMAIRE

- 1) Grève nationale
- 2) Elle se couche...
- 3) Un brin de bon sens !!
- 4) La répression de...
- 5) Le futur « goulag »
- 6) Un rêve de Valls ???!
- 7) Les pauvres faut payer selon...
- 8) Pour une fois il ne dit pas des conneries...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Transports : la CGT appelle à une mobilisation nationale le 4 novembre



La CGT appelle à une mobilisation nationale dans les transports, mardi 4 novembre. | LP / Olivier Arandel

La CGT appelle les salariés des transports à une mobilisation nationale mardi 4 novembre pour la défense du service public et contre le «dumping social», a indiqué lundi la fédération CGT-Cheminots. La journée de mobilisation devrait avoir un impact sur la SNCF et les transports urbains (tramway, métro, RER) mais aussi sur le secteur aérien, aéroportuaire et fluvial ainsi que sur les routes.

La fédération CGT des Services publics, s'est elle aussi jointe au mouvement, déposant un préavis de grève pour la même journée.

Des rassemblements seront organisés dans plusieurs villes de France dont Paris, pour dénoncer la «politique de privatisation» et de «mise en concession» menée dans le secteur des transports. Une «logique du bas coût» et «un service dégradé» qui fait de l'usager le grand «perdant», selon la CGT-Cheminots.

«Ces orientations remettent bien souvent en cause la sécurité dans les transports», estime le syndicat, qui «exige l'arrêt des politiques qui cassent les emplois, les conditions sociales des salariés et qui menacent l'avenir du service public». Et dénonce une réforme ferroviaire «qui fragilise - encore plus - l'entreprise nationale SNCF» avec «des fermetures de lignes, [...] de centaines de guichets et des suppressions de contrôleurs sur les TER».

### **Inquiétudes: les autocars et l'abandon de l'écotaxe**

Dans le viseur du syndicat, également, le projet gouvernemental de libéralisation du transport interrégional par autocar, suspectée d'entraîner une mise «en concurrence avec les trains, au risque de supprimer certaines dessertes». Pour la fédération, «la course du patronat contre le coût du travail entraîne un dumping social en général et particulièrement agressif à l'encontre des salariés des transports».

En outre, la CGT s'inquiète de «l'abandon définitif de l'écotaxe», qui «va avoir de lourdes conséquences sur le financement des infrastructures, déjà mis à mal depuis le désengagement de l'État [...] et conduire à de nouvelles privatisations et concessions de routes nationales, devenant... payantes!».

La CGT-Transports espère que la journée du 4 novembre pèsera «sur le contenu et les décisions de la prochaine Conférence Environnementale», prévue fin novembre, «durant laquelle se tiendra

une table ronde sur les transports».

### **VIDEO. Emmanuel Macron veut faciliter le transport en autocar**

[http://www.dailymotion.com/video/x27zfc7\\_macron-veut-faciliter-le-transport-en-autocar\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x27zfc7_macron-veut-faciliter-le-transport-en-autocar_news)

LeParisien.fr

## **II) La France répond à Bruxelles et promet de réduire davantage son déficit**

lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences

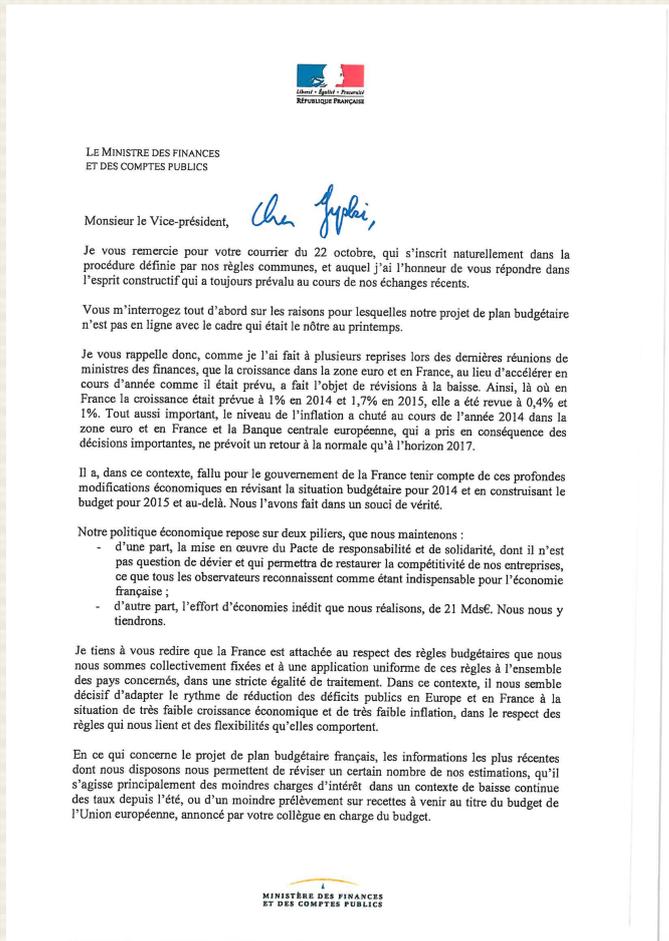


**La France, dont la Commission européenne a critiqué le projet de budget 2015, a présenté des «précisions» et des «mesures nouvelles» qui permettront de réduire le déficit public de 3,6 milliards d'euros de plus que prévu.**

La France a présenté à la Commission européenne une modification de ses projets budgétaires pour l'an prochain, selon les déclarations du ministre des Finances, Michel Sapin. Et ce dans l'espoir d'échapper à un bras de fer avec ses partenaires européens.

Dans un entretien avec les agences de presse, il a expliqué que le déficit public serait réduit en 2015 de 3,6 à 3,7 milliards d'euros de plus que prévu, grâce à l'actualisation de prévisions de dépenses et des mesures de recettes nouvelles. Ceci permettra de réduire le déficit structurel, c'est-à-dire hors effet de la conjoncture, de plus de 0,5 point de PIB contre 0,2 prévu jusqu'à présent, a-t-il ajouté. «La France présente là les précisions et les éléments qui nous permettent de rester dans les clous», a expliqué Michel Sapin.

Voici la lettre transmise par les services de Michel Sapin à Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne.



La Commission européenne devrait s'exprimer mercredi sur le respect ou non par la France des règles européennes dans son projet de budget pour 2015. Vendredi la tension était montée d'un cran alors que Bruxelles était prêt à retoquer le budget de la France. Et pourtant François Hollande avait bien «betonné» le message en indiquant qu'il n'irait pas au-delà des 21 milliards d'économies prévus.

«Je pense que la France présente là les précisions et les éléments qui nous permettent de rester dans les clous», a déclaré le ministre des Finances. «S'appliquant à la France, la principale règle budgétaire est pour l'année prochaine d'atteindre au moins ou même de dépasser 0,5 point de PIB de baisse de notre déficit structurel», a insisté Michel Sapin.

Le ministre a envoyé lundi une lettre au vice-président de la Commission européenne, Jyrki Katainen. Il y affirme que la France maintiendra les «deux piliers» de sa politique économique: le pacte de responsabilité et de solidarité, qui prévoit notamment des baisses de cotisations et d'impôts

pour les entreprises, et l'effort d'économies de 21 milliards d'euros pendant l'année 2015.

La «démarche» de la France est «en ligne avec nos règles communes et les flexibilités qu'elles contiennent», écrit-il. «Elle est aussi adaptée à la situation macroéconomique de la zone euro», a ajouté le ministre.

lefigaro.fr

### III) Jacques Généreux (Parti de gauche): «Il faut violer les traités européens!»

Par Hubert Huertas et martine orange

« Ce sont des imbéciles heureux ! Ils croient que dans un pays en récession, le seul moyen de redémarrer, c'est de relancer la compétitivité. » L'économiste Jacques Généreux, membre du Parti de gauche, est l'invité du vingt-huitième numéro d'Objections. Alors que les chefs d'État sont réunis à Bruxelles, il estime que la France doit « désobéir » : « Le seul moyen de faire bouger l'Europe. »

[http://www.dailymotion.com/video/x28h4z8\\_jacques-generoux-parti-de-gauche-il-faut-violer-les-traites-europeens\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x28h4z8_jacques-generoux-parti-de-gauche-il-faut-violer-les-traites-europeens_news)

Jacques Généreux a longtemps cheminé à l'aile gauche du Parti socialiste. Avant de rompre, et de participer à la fondation du Parti de gauche. Avec son regard bleu, son ton calme, et son sourire aimable, il est moins explosif que Jean-Luc Mélenchon, mais aussi implacable, si ce n'est plus, avec le gouvernement et le président de la République.

Au moment où l'Assemblée vote le budget dans un contexte de récession, où trente-neuf "frondeurs" se sont abstenus, où Martine Aubry est sortie du bois, où l'Europe réfléchit à une politique de relance, et où Manuel Valls en appelle à oublier "les totems" de la gauche, Jacques Généreux « explique l'économie à tout le monde » (c'est le titre de son vingt-deuxième livre), et répond aux questions de Mediapart.

Que pense-t-il de la volonté affichée par Emmanuel Macron de "briser les tabous" ? « Toutes les sociétés humaines, sauf depuis trente ans, ont freiné la liberté donnée à l'argent de faire ce qu'il veut, parce que, si on libère cette force, la rivalité prédatrice qui se déchaîne dans les jeux d'argent détruit toute la société. Ce tabou est l'une des clés fondamentales sur lesquelles repose notre société, et c'est cela qu'ils veulent briser. »

La politique de Manuel Valls ? « On est passé d'une politique stupide à une autre politique stupide. La première (à partir de 2012) pratiquait la rigueur par la hausse massive des impôts en rêvant à la croissance. La croissance ne pouvait pas venir. Alors le grand tournant initié par Manuel Valls a consisté à reporter la réduction des déficits, mais à promettre en échange à Bruxelles qu'on réduirait la dépense publique pour financer la baisse du coût du travail. Or la politique de l'offre ne peut pas relancer la machine en période de stagnation. Les entreprises amélioreront leur rentabilité mais n'investiront pas. Sur quel marché pourraient-elles investir dans une économie en panne ? »

La sortie de Martine Aubry : « Nous sommes d'accord avec son diagnostic, puisque c'est le nôtre, et ravis que cette grande voix valide tout ce que nous disons depuis longtemps. Mais elle ne va pas assez loin quant aux remèdes, notamment sur l'Europe. »

Quel serait ce remède ? « Il faut ouvrir une crise. Il n'y a pas d'autre moyen pour que ça bouge. L'Union européenne ne sera réformée que lorsqu'elle s'effondrera dans sa forme actuelle. Il faut qu'un grand pays, la France par exemple, décide de désobéir radicalement. Il faut violer les traités européens. Si nous ne provoquons pas un choc de ce type, nous aurons un choc d'un autre type, une grande catastrophe financière, ou une grande catastrophe politique avec la montée des fascismes... »

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Travailleurs détachés : Rebsamen va renforcer les contrôles

Derek Perrotte / Journaliste



François Rebsamen veut renforcer la lutte contre les abus liés au détachement de travailleurs étrangers dans le bâtiment. - AFP

Le ministre du Travail a annoncé ce lundi une série de mesures pour renforcer la lutte contre les abus liés au détachement de travailleurs étrangers. 175 inspecteurs du travail vont être redéployés dans des équipes régionales dédiées. La carte d'identité professionnelle sera obligatoire dans le BTP.

« Toute entreprise qui emploie des travailleurs détachés doit savoir qu'elle sera désormais contrôlée » : ce lundi, à l'issue d'une visite d'un vaste chantier au cœur de Paris, le ministre du Travail, François Rebsamen, a promis un renforcement des contrôles contre le détournement du travail détaché.



François Rebsamen ✓ @frebsamen  
La lutte contre ces détournements constitue une des priorités du gouvernement français #travailleursdetaches  
15:14 - 27 Oct 2014

Le détachement de travailleurs permet à des salariés étrangers de venir travailler, pour une

durée déterminée, en France. Ils sont alors soumis au Code du travail français (durée du travail, salaire minimum, etc.) mais payent leurs cotisations dans leur pays d'origine, selon les taux qui y sont en vigueur. Ce dispositif, inhérent à la libre circulation des travailleurs en Europe, donne lieu, sur fond de crise, à des contournements croissants (heures non payées, hébergement insalubre, etc.), au point, selon les professionnels du BTP (on y retrouve la moitié des détachés) de « menacer tout l'écosystème du secteur », comme l'a expliqué ce lundi Jacques Chanut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

### **Une carte professionnelle d'identité obligatoire**

Alors que 300.000 salariés étrangers sont détachés en France selon les estimations, le gouvernement se veut moteur sur le sujet. En juin, à l'initiative de la France et à l'issue de très âpres discussions, l'Union européenne a adopté une directive encadrant le détachement, traduite dans la loi française dès le 10 juillet. Cette dernière impose aux entreprises, donneurs d'ordres et maître d'ouvrages de s'assurer que l'entreprise étrangère détachant des salariés les a bien déclarés à l'inspection du travail, avec une amende de 2.000 euros par salarié non déclaré, et l'obligation de payer tout ou partie des salaires lorsque l'entreprise étrangère n'a pas appliqué le SMIC. L'entreprise fautive peut aussi être privée pour 5 ans des aides publiques. Les décrets mettant en œuvre ces sanctions « seront publiés en novembre », a assuré François Rebsamen.

Ce dernier veut aller encore plus loin. Il entend, dans le cadre du projet de loi sur la croissance que prépare Emmanuel Macron (Economie), « renforcer les sanctions », avec la possibilité d'« arrêter les travaux effectués par l'entreprise en infraction ». Le ministre a aussi annoncé que les moyens de contrôle seront renforcés par la création d'unités régionales spécialisées, auxquelles seront affectés 175 agents. Ils traiteront « des cas les plus complexes, impliquant souvent de multiples intermédiaires dans plusieurs pays », a-t-il expliqué. Reste à savoir si ces renforts seront suffisants alors que les inspecteurs du travail s'estiment de longue date en sous-effectif chronique et que la FFB s'inquiète d'une forte accélération des fraudes.

Pour faciliter et fluidifier les contrôles, François Rebsamen a enfin annoncé que, comme le recommande la FFB, le gouvernement allait rendre obligatoire la carte d'identité professionnelle pour tous les salariés du bâtiment.

projet de loi Macron, attendu début décembre.

lesechos.fr

## **V) L'emploi de l'argent**



**L'éditorial de Patrick Apel-Muller : " Les uns et les autres se jettent sur les chiffres du chômage pour réclamer la suppression du CDI pour lui substituer une précarité de chaque instant "**

L'argent suit son cours, toujours à la hausse. L'intrigue est la même et les bénéficiaires identiques. Sur les cimes du CAC, on ne tombe jamais de haut. Gérard Mestrallet a-t-il décidé de passer la main à la tête de GDF Suez qu'une retraite chapeau de plus de 831 641 euros par an lui est accordée comme parachute. L'homme, n'en doutons pas, est de ceux qui voudraient repousser l'âge de la retraite et diminuer les pensions des salariés... Un autre prêcheur d'austérité, haut perché jusqu'alors sur les échasses de la vertu, vient de se faire prendre à frauder l'impôt sur la fortune. Gilles Carrez n'a pas l'excuse de l'ignorance, il préside la commission des Finances de l'Assemblée et a rédigé la loi qu'il a violée. Ce député UMP, sans doute victime d'hallucination administrative, ne manque jamais de mettre notre peuple aux arrêts de rigueur. Les uns et les autres se jettent sur les chiffres du chômage pour réclamer la suppression du CDI pour lui substituer une précarité de chaque instant. Certains réclament une chasse aux chômeurs. La manœuvre, vieille comme le patronat, vise à retourner les colères populaires contre le voisin qui n'y est pour rien et à masquer les vraies causes des difficultés.

Une étude, diligentée par le magazine Challenges, montre que les trésoreries des entreprises du CAC 40 sont au plus haut, 1 849 milliards d'euros, 85% de plus qu'en 2004. Mais ces pactoles ne sont pas destinés à investir, à moderniser, à former des salariés plus nombreux. Elles s'amassent pour garantir le niveau record des dividendes et pour fondre sur d'autres entreprises dans des opérations de fusion-acquisition qui laissent toujours sur le carreau des milliers de «double-emplois» comme le formulent délicatement ceux qui dressent les listes de licenciements. À La Châtre (Indre), des milliers d'habitants se sont dressés samedi contre la fermeture d'une entreprise qui appartient à un groupe qui réalise plus d'un milliard de bénéfices. Ils sont plus efficaces que le ministre François Rebsamen, qui a pris pour boussole la non-assistance à salariés en danger.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**Christophe Perny : "Manuel Valls n'est pas légitime, il doit partir !"**



Rappelant que la "ligne sociale libérale" de l'actuel premier ministre était très minoritaire lors des primaires de 2007, le président du conseil général du Jura (PS), publie une tribune appelant à la démission de Manuel Valls "pour la gauche et pour la France".

Selon Christophe Perny : "Manuel Valls est cohérent dans ses propositions et sa ligne politique. Lors des primaires socialistes, il était sur cette ligne sociale-libérale, il proposait déjà de changer le nom du PS, de réduire les

indemnités des chômeurs, de reprendre la course aux économies, de s'inspirer de Blair And Co. C'est son droit.

Mais cette ligne politique a fait lors des primaires moins de 6 % !

Le scandale est que cet homme ultra minoritaire au PS et à gauche porte la ligne politique gouvernementale.

A ce rythme le PS portera bientôt non seulement les idées mais aussi le score de Manuel Valls !

Les hommes et les femmes de gauche, les socialistes en particulier, ont un devoir de désobéissance, de résistance face à ce désastre politique conduit par le Premier Ministre.

Sachant qu'en plus, cette politique est inefficace économiquement et socialement et qu'elle installe comme alternative possible le Front National et Marine Le Pen.

Le PS se vide de ses militants et de ses élus. A chaque élection, nous donnons les pouvoirs locaux et nationaux à la droite, sert-on la gauche en donnant tous les pouvoirs à la droite ? Bien sûr que non !

Manuel Valls doit partir pour la Gauche, pour la France !"

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) François Lamy : « Pas certain » que les propos de Valls « permettent de rassembler » la majorité

Invité de Parlement hebdo sur Public Sénat/LCP-AN, l'ancien ministre de la Ville François Lamy a réagi à la proposition de Manuel Valls de bâtir une « maison commune » des « forces progressistes ». Selon François Lamy, les propos du premier ministre ne permettent pas un tel rassemblement.

Dans son entretien publié dans l'Obs jeudi, Manuel Valls propose de « bâtir une maison commune » de « toutes les forces progressistes », sous la forme d'une fédération ou d'un parti commun, face à la « menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse ». Son ancien ministre de la Ville, François Lamy, ne croit pas que les dernières déclarations du premier ministre le permette.

« Le rôle du premier ministre c'est de gouverner la France, c'est de rassembler l'ensemble de la majorité », souligne François Lamy, invité de Parlement hebdo sur Public Sénat/LCP-AN. « Pour créer une maison commune et une fédération, il faut d'abord rassembler. Je ne suis pas certain que les propos du premier ministre le permettent », ajoute ce proche de Martine Aubry. La maire de Lille demande à l'exécutif un changement de politique.

Dans son entretien à l'Obs, Manuel Valls affirme qu'« il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses », ajoutant que ceux qui l'attaquent au PS « sont dépassés »...

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VII) Laurent Baumel : "La gauche donne le sentiment d'avoir fait payer la facture aux Français modestes"

**Député frondeur abstentionniste sur le vote du Budget 2015, le socialiste Laurent Baumel en est convaincu : le keynésianisme est le seul remède à la crise généralisée en France. Il appelle son parti, le président de la République et le gouvernement à un changement de cap drastique.**



Laurent Baumel.



Laurent Baumel est membre du Parti socialiste. Il est notamment l'un des fondateurs du mouvement "La Gauche Populaire"

**Atlantico** : Laurent Baumel, vous faites partie des députés frondeurs qui se sont abstenus sur le vote du budget 2015. Vous avez notamment déclaré que ce « n'était pas la fronde qui mettait en danger le PS mais la politique du gouvernement ». Que reprochez-vous concrètement à cette politique gouvernementale ?

**Laurent Baumel** : Deux questions font débat. D'abord, le rythme et l'ampleur de la réduction des dépenses publiques au nom des règles européennes.

Le gouvernement s'est certes assoupli sur cette question, il assume désormais de ne pas pénaliser la croissance avec davantage d'austérité. Il n'empêche que les 21 milliards d'euros d'économies sont potentiellement contre-productif dans la conjoncture actuelle.

Mais l'essentiel de la controverse porte sur la

question des dépenses fiscales ou de l'utilisation de la marge de manœuvre à déficit donné : le gouvernement a choisi de réaliser 40 milliards de baisse d'impôts ou de charges en faveur des entreprises. Nous critiquons le caractère aveugle, non ciblé et inconditionnel de cette politique qui va bénéficier à des entreprises non exposées à la concurrence internationale et qui n'embaucheront pas.

Ces cadeaux fiscaux aberrants nous privent de recettes pour soutenir la consommation populaire ou l'investissement des collectivités locales à un moment où les carnets de commande des entreprises sont en berne. Sur le plan de la justice sociale, la gauche donne le sentiment d'avoir faire payer la facture aux Français modestes sans résultat sur le front économique.

**Reste que dans la présente conjoncture, si des économies ne sont pas réalisées au niveau des dépenses publiques, il faudra compenser cette perte économique par une hausse des impôts directs ou indirects. Ne trouvez-vous pas que les couches populaires et classes moyennes ont suffisamment souffert des dernières hausses de la fiscalité ?**

Le point faible du discours sur les économies est qu'il oublie un enseignement fondamental de l'économie contemporaine keynésienne. Dans les recettes fiscales, il y a une base fiscale qui est liée à la croissance.

Plus vous comprimez les dépenses publiques plus vous comprimez la croissance, plus vous diminuez les recettes fiscales et donc plus vous accroissez le déficit que vous prétendiez combattre. C'est exactement ce qui se passe en ce moment...

**2000 milliards d'euros de dette, une croissance nulle, un chômage qui explose et la déflation qui menace... Croyez-vous encore aux seuls bienfaits du Keynésianisme dans un contexte économique aussi désastreux ?**

C'est le débat que nous avons eu cette semaine dans l'hémicycle. La baisse des dotations aux collectivités locales de 3,7 milliards d'euros est une faute majeure de politique économique qui va avoir des implications immédiates sur l'investissement de ces dernières et donc l'emploi dans le secteur du BTP.

Je le répète : tout le monde sait qu'il faut lutter contre les déficits en période de croissance mais

que la politique de contraction budgétaire aggrave les récessions.

**Le budget 2015 n'est pas financé pour 1/5 et les efforts supportés par les collectivités locales serviront notamment à financer les frais de fonctionnement de l'Etat plutôt qu'à réaliser de véritables économies. Cela vous frustre-t-il ?**

Ce dont je suis sûr en tout cas c'est que l'on fait un mauvais procès aux collectivités locales. La suspicion permanente qui entoure les dépenses de fonctionnement relève de l'idéologie. Elle ne correspond pas à l'expérience de terrain que j'ai pu avoir en tant que Maire ou député. Si les communes n'étaient pas là pour maintenir le cadre de vie et le lien social à travers les services publics locaux et les animations, la société française s'effondrerait.

**Vous évoquiez précédemment les 40 milliards d'allègements fiscaux accordés aux entreprises. Ne pensez-vous pas que pour relancer la croissance et l'emploi, la France devrait désormais en finir avec sa fiscalité trop lourde à l'égard des entreprises ? Et peut-être permettre une plus grande flexibilité du marché du travail ?**

Je ne suis pas contre une politique ciblée à destination des entreprises qui ont des problèmes de taux de marge, dans des secteurs exposés à la concurrence internationale. Je suis favorable à aider les entreprises qui créent effectivement des emplois. Je ne suis évidemment pas non plus opposé à certaines simplifications administratives.

Mais tout est question de proportion et de priorité. En tant que socialiste, je n'adhère pas à l'idée générale qui voudrait que la solution au problème du chômage passe par l'allègement général des charges sociales des entreprises et la dérégulation du marché du travail. Ça c'est le credo libéral et ce n'est pas, en principe, le nôtre.

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

**Pas de réduction des déficits, ni allègement du coût du travail ou de plus grande flexibilité du marché du travail... Quelles propositions défendez-vous pour que la France et les Français sortent enfin la tête de l'eau ?**

Nous proposons une politique plus équilibrée. Sur les 40 milliards d'euros de dépenses fiscales en faveur des entreprises, la moitié pourrait être reventilée sur une politique de soutien à la consommation populaire et l'investissement des collectivités locales.

Ces marges de manœuvre récupérées pourrait financer par exemple l'instauration d'une CSG progressive : la baisse des taux pour les salaires bas ou moyens n'aurait pas besoin d'être compensée par des taux plus élevés en haut de barème.

On y gagnerait sur la relance du pouvoir d'achat et la justice sociale.

En combinant cet instrument de stimulation de la demande avec une politique de taux de marge ciblée ou d'aide aux entreprises qui s'engagent sur des investissements et création d'emplois, nous aurions une politique plus efficace.

**Mais dans tous les cas, pas de réformes structurelles de plus grande ampleur qui satisfassent aux impératifs européens ?**

Une réforme consistant à fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG est une réforme structurelle, enfin pour moi qui n'évolue pas dans l'univers mental de la technocratie bruxelloise.

Je ne partage pas l'idée qu'il existerait une liste de réformes incontournables dans lesquelles tout gouvernement devrait obligatoirement faire ses courses pour faire progresser son pays. Pour moi, une réforme structurelle de gauche pourrait être une réforme fiscale, une nouvelle loi bancaire mais pas nécessairement une réforme néo-libérale du marché du travail.

Croissance ou non, seriez-vous prêt à considérer l'impératif de réduction des dépenses étatiques ? La question du nombre de fonctionnaires est-elle un tabou indépassable pour la gauche de la gauche ?

Là encore, personne n'est opposé à l'idée de redéployer le volume des fonctionnaires en fonction des nouveaux besoins, des nouvelles fonctions de l'Etat. Pour le reste, j'observe une grande hypocrisie dans le débat sur les

économies. La droite prétend faire 120 milliards d'euros d'économie mais elle se défile vite lorsqu'il faut rentrer dans le concret.

Les plus libéraux dans le débat idéologique national ne le sont pas toujours sur leur territoire lorsqu'il faut en tirer les conclusions sur la suppression des services publics locaux. En réalité, on sait depuis Tocqueville que les Français n'aiment pas le libéralisme économique, la compétition, qu'ils sont attachés aux protections et à l'égalité. Il n'y a pas de base sociale en France pour la politique actuelle des élites néo-libérales.

**Dans une économie mondialisée, extrêmement compétitive, pareille approche politique n'est-elle pas un peu candide ?**

L'avenir est un modèle qui combine compétition, liberté entrepreneuriale, jeu de l'offre et de la demande, avec des règles, des garanties, des dépenses publiques, de la régulation, de la protection...

C'est un modèle rationnel. La compétition généralisée et la mondialisation libérale sont irrationnelles, elles génèrent des gâchis financiers, humains et écologiques énormes.

**Ne trouvez-vous pas hypocrite de s'engager communément sur la scène européenne d'un côté, et de l'autre, de prétendre résister à l'échelle nationale aux impératifs européens ? N'est-ce pas un mauvais signal envoyé à l'Europe, aux autres Etats membres et à l'économie mondiale ?**

Nous avons signé des traités et une des clés de l'identité européenne est le respect de l'Etat de droit, c'est vrai. Mais en même temps, l'engagement de la France dans la relance de la construction européenne dans les années 80 avait comme objectif stratégique la possibilité de retrouver à l'échelle européenne les marches de manœuvre pour réguler l'économie de marché et préserver le modèle social.

Il faut bien que la France et notamment les socialistes français retrouvent à un moment donné les fruits de leur investissement dans la construction européenne.

La France a, en outre, raison dans le débat qu'elle conduit avec l'Allemagne. N'oublions jamais que cette dernière a largement fait payer à ses

partenaires, via les taux d'intérêts élevés, sa réunification et que la stratégie de désinflation compétitive de Gerhard Schröder lui a également permis de gagner des parts de marché sur le dos de ses partenaires européens. Si tout le monde avait suivi le prétendu « modèle allemand », le continent se serait enfoncé encore plus dans la crise. L'excédent commercial allemand doit donc permettre aujourd'hui une nouvelle politique budgétaire.

**Vos relations avec le chef de file du gouvernement sont de plus en plus tendues. Manuel Valls a même qualifié le groupe des frondeurs de « gauche passéiste » dans une interview accordée au Nouvel Obs. En vous opposant de la sorte au gouvernement, ne craignez-vous pas de provoquer un schisme au sein du PS ? Schisme qui pourrait ouvrir un boulevard au Front national et condamner durablement votre parti ?**

Nous nous ne sommes pas engagés, pour notre part, dans une logique de schisme. Au contraire, nous cherchons à agir au sein de notre famille, à l'Assemblée nationale et dans le parti socialiste, pour obtenir une inflexion de la politique gouvernementale.

C'est le sens du vote d'abstention, qui est l'expression de notre désaccord au sein d'une majorité.

**Le fossé entre les frondeurs et le gouvernement semble pourtant abyssal. Manuel Valls, lui même, reconnaît que la gauche doit se « réinventer ou mourir ». Ne pensez-vous pas que le modèle mitterrandien du parti socialiste multi courants est arrivé à son terme ?**

Manuel Valls fait partie de ceux qui poussent effectivement au maximum la tension, en donnant à nos désaccords une portée de plus en plus idéologique. Mais il n'est pas représentatif du centre de gravité du parti socialiste. En réalité, le désaccord actuel porte essentiellement sur l'équilibre de notre politique économique. Nos divergences sont sérieuses car elles renvoient à l'efficacité économique et politique de nos choix mais elles restent solubles.

**Appelez-vous le Président de la République à sortir de son mutisme ?**

Le Président de la République doit sortir de l'inflexibilité monarchique à laquelle l'encourage

l'imaginaire politique obsolète et ridicule de la Ve République et accepter d'engager des vraies discussions avec l'ensemble de sa famille politique.

Il suffirait par exemple qu'il accepte de remettre en cause la suppression de la C3S, impôt auquel personne ne s'intéressait il y a encore quelques années, et de réinjecter les 6 milliards d'euros correspondant dans des mesures de soutien à la demande. Immédiatement, le dialogue serait renoué.

Propos recueillis par Franck Michel / sur Twitter

atlantico.fr

## **VIII) Tapie: «Les électeurs du Front National sont stupides»**



L'homme d'affaires Bernard Tapie le 12 mars 2014 à Marseille - Franck Pennant AFP

20 minutes avec AFP

L'homme d'affaires Bernard Tapie, qui s'est forgé une image de pourfendeur du Front national, a estimé dimanche que les électeurs de ce parti étaient «stupides», lors d'une interview sur i-Télé avec Audrey Pulvar.

Alors qu'on lui rappelait qu'il avait déclaré en 1992 qu'il fallait comprendre les électeurs du FN («si l'on juge que Le Pen est un salaud, alors ceux qui votent pour lui sont aussi des salauds»), il a indiqué qu'il ne dirait «pas la même chose».

**On serait en l'espace de trois semaines quasiment en faillite**

«Je dirais des électeurs qu'ils sont stupides :

penser à un moment donné qu'on peut sortir de l'Europe, revenir au franc, c'est un cours de sixième», a lâché M. Tapie.

Selon l'homme d'affaires, si le parti de Marine Le Pen arrivait au pouvoir, «on serait en l'espace de trois semaines quasiment en faillite», estimant que les électeurs votaient FN «par défaut».

Il a jugé que Jean-Marie Le Pen «véhiculait de la haine raciale», contrairement à sa fille : «les arguments que développait Le Pen étaient des arguments orduriers, il était négativiste, il faisait des blagues totalement déplacées et il véhiculait un relent de haine raciale et antisémite, c'est pas le cas du tout de Marine Le Pen».

La présidente du Front national «démagogue»

Qualifiant la présidente du Front national de «démagogue», qui «raconte des histoires plaisantes à entendre», il a indiqué qu'elle ne «[traînait] pas avec elle toutes ces postures et ces insultes».

En 1989, Bernard Tapie et Jean-Marie Le Pen s'étaient affrontés dans un débat si musclé que le présentateur Paul Amar avait tendu aux deux hommes une paire de gants de boxe pour parer d'éventuels coups.

A l'époque, Bernard Tapie avait affirmé qu'«il n'y [avait] pas deux hommes politiques qui sont aussi dissemblables et opposés» que lui-même et Jean-Marie Le Pen. Tapie s'est lancé dans la politique à la fin des années 1980, oscillant entre la gauche et la droite.

En 1992, François Mitterrand le fait nommer en 1992 ministre de la Ville dans le gouvernement Bérégovoy et deux ans plus tard, aux européennes, il met fin aux ambitions présidentielles de Michel Rocard, en taillant des croupières à l'ex-Premier ministre, avec 12,5% des voix.

En 2007 et en 2012, il avait soutenu Nicolas Sarkozy à la présidentielle.

20minutes.fr

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

**LAPRESSEENREVUE.EU**